COLLOQUE INTERNATIONAL PLURIDISCIPLINAIRE SUR
« LES CRISES SÉCURITAIRES EN AFRIQUE »

RAPPORT GÉNÉRAL

CRISES SÉCURITAIRES EN AFRIQUE : DIAGNOSTICS, DÉFIS ET STRATÉGIES POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

28, 29, 30 NOVEMBRE, 01 DÉCEMBRE 2023

Korhogo - Côte d'Ivoire

Introduction

À l'initiative du Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI), du Programme d'Appui Stratégique à la Recherche Scientifique (PASRES) et de l'Université Peleforo Gon Coulibaly (UPGC), un colloque international sur le thème **« crises sécuritaires en Afrique : diagnostics, défis et stratégies pour un développement durable** » s'est tenu du 28 novembre au 1er décembre 2023 à Korhogo, dans la région du Poro au nord de la Côte d'Ivoire. L'inquiétude suscitée par la persistance et la diversité des crises aux sources multiples auxquelles les pays africains sont confrontés depuis leur accession à l'indépendance et les incidences incalculables sur son développement ont convaincu les trois institutions d'organiser cette rencontre scientifique transdisciplinaire pour approfondir davantage la question. En le faisant, le FONSTI, le PASRES et l'UPGC sont convaincus que les perspectives qui s'ouvrent à l'Afrique de fédérer ses intérêts collectifs vitaux en forces de défense communes, chargées d'assurer sa sécurité dans tous les domaines, sont la condition *sine qua non* de sa survie en tant que sujet historique, pôle de puissance régional.

Ce colloque international qui a réuni des enseignants-chercheurs, des chercheurs, des doctorants, des administrateurs, des hommes politiques, des forces de défense et de sécurité, des ONG en lutte contre la pauvreté et l'insécurité avait pour objectif de fournir un diagnostic clair des crises sécuritaires en Afrique en éclairant les liens insoupçonnés entre les défis nationaux liés aux efforts sectoriels de résolution et les stratégies collectives sous-estimées, sous-évaluées ou même banalisées. L'engouement suscité par cette thématique explique la mobilisation de la communauté scientifique africaine et internationale, avec des participants venus d'horizons divers, notamment de l'Allemagne, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo Brazzaville, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de la Guinée, du Mali, du Mozambique, du Niger, du Sénégal, de la Suisse, du Togo et du pays hôte, la Côte d'Ivoire.

Ce rapport général présente la cérémonie d'ouverture et le déroulement des travaux qui prend en compte les différentes recommandations.

I. La cérémonie d'ouverture

Elle s'est déroulée dans la matinée du mardi 28 novembre 2023 à l'Hôtel Iris Mont Korhogo. Trois allocutions ont ponctué cette phase protocolaire du colloque.

Ouvrant la série des discours, Docteure SORO épouse COULIBALY, troisième Adjointe au Maire de la commune de Korhogo, représentant le Maire OUATTARA Lassina, s'est dite honorée de prendre la parole à l'occasion de ce colloque international. Poursuivant son allocution, elle a souhaité que des solutions durables, réalistes et réalisables sortent de cette rencontre scientifique pour une Afrique plus sécurisée.

Intervenant à la suite de Docteure SORO épouse COULIBALY, le Professeur COULIBALY Adama, Président du Comité scientifique, a présenté l'argumentaire du colloque et les différents cadres de réflexion et insisté, par ailleurs, sur les consignes de rédaction et de publication des communications. Tout en souhaitant plein succès aux travaux, il a formulé le vœu que des réflexions croisées sortent des orientations qui pourront être transformées en résolutions pour nos pays, afin que les crises sécuritaires soient définitivement maîtrisées et que le développement économique et le progrès humain s'accélèrent sur le continent africain.

Clôturant la série des allocutions, le Vice-Président chargé de la pédagogie, de la vie universitaire, de l'innovation et des nouvelles technologies, Professeur DIOMANDE Dramane, représentant la Présidente de l'Université Peleforo Gon Coulibaly, Professeure COULIBALY Aoua Sougo, après des mots de bienvenue et de félicitations à l'endroit des organisateurs et des participants a déclaré ouvert le colloque international pluridisciplinaire sur les crises sécuritaires en Afrique.

II. Les conférences

Deux conférences, avec des formats différents, ont été prononcées en plénière le mardi 28 et le jeudi 30 novembre 2023 à l'Hôtel Iris Mont Korhogo. Il s'agit, d'une part, de la conférence inaugurale et, de l'autre, d'une conférence sur les crises sanitaires.

1. La conférence inaugurale

Organisée dans la matinée du mardi 28 novembre 2023, elle a pris un format particulier avec deux intervenants.

Le premier conférencier, le Professeur Simplice Yodé DION, dans une communication intitulée « L'indépendance comme l'autre nom de la sécurité », est parti de la lecture spinozienne de la notion d'indépendance pour aboutir à la conclusion suivante : « un État libre est un État capable d'assurer par lui-même sa sécurité et celle de ses citoyens ». Parlant de l'état de dépendance des pays africains, s'il est d'avis que l'Afrique doit se faire respecter, il a indiqué, cependant, que le respect et la dignité se conquièrent avec des griffes atomiques et des rugissements nucléaires capables de provoquer émoi et effroi.

Quant au second conférencier, le Professeur Mathurin HOUNGNIKPO, après avoir fait l'historique du concept de la sécurité en Afrique, il a posé le diagnostic des crises actuelles, avec des menaces asymétriques qui sont venues s'ajouter aux menaces symétriques. La fin de son intervention est une énumération des stratégies pour cerner les crises sécuritaires en Afrique. Éviter de sous-traiter sa souveraineté, faire un bon diagnostic de notre situation sécuritaire en posant les vraies questions, vulgariser les débats sur la sécurité en tant que bien commun, favoriser la cohabitation entre hommes

d'arme et civils en vue de démystifier la chose militaire, etc. sont quelques-unes des recommandations énumérées.

2. Conférence sur les crises sanitaires

Elle a été présentée par le Professeur Marcel TANNER qui a choisi comme sujet d'étude « Dialogue entre Science et Politique/Société. Quelle collaboration pour une atténuation des crises sanitaires ? ». Dans sa démonstration, il a indiqué que la science doit se mettre dans une posture de proposition des options et non de faire des prescriptions scientifiques. Selon lui, la bonne science peut permettre d'éviter de faire une crise sanitaire, une crise économique, une crise sociétale. Pour ce faire, les options proposées par la science doivent être contextualisées, du fait de l'hétérogénéité des réalités, réalités spatiales, réalités culturelles, réalités sociologiques et réalités économiques. Il poursuit en recommandant la mise en place d'un système de surveillance-réponse, un système qui doit rendre le chercheur capable de communiquer des données minimales nécessaires pour la prise de décisions. En fin de compte, pour le Professeur Marcel TANNER, le dialogue entre science et politique doit être l'émanation d'une volonté politique et être structurée par des mécanismes institutionnels basés sur la décentralisation à l'exemple de ce qui est fait en Suisse

III. Les panels

Au nombre de quatre, ils se sont déroulés en matinée les 28, 29 et 30 novembre 2023 à l'Hôtel Iris Mont Korhogo.

1. Panel 1

Quatre panelistes ont présenté des communications sur le thème **« Repenser les stratégies pour une meilleure sécurité des personnes et des biens en Afrique »**.

La première communication dont l'auteur est le Docteur Eddie GUIPIÉ a montré, à travers les exemples de deux figures de l'histoire africaine Shaka Zulu et Tiéba Traoré, l'ancienneté de la stratégie qui est bien antérieure à la pénétration coloniale. À sa suite, le Professeur Mathurin HOUNGNIKPO a considéré la stratégie comme une aptitude à penser avant d'agir dans tous les domaines, montrant ainsi qu'elle n'est pas que militaire, mais répond à des enjeux différents, selon la nature des systèmes politiques. On retient ainsi que contrairement aux systèmes autocratiques et monarchiques, dans les nations démocratiques c'est la sécurité des individus qui garantit la sécurité de l'État. Une autre idée développée par Docteur Bérenger KAMA, est une prise de position dans laquelle il marque sa préférence pour la notion de « transformation du secteur de sécurité », plutôt que de parler de « réforme » ; cette dernière exigeant, selon lui, des efforts constants et perpétuels, serait plus adaptée aux pays développés. Quoiqu'il en soit, pour le Colonel-Major Jean-Christophe MOUHO, quatrième panéliste, une stratégie efficace en matière de

sécurité doit prendre en compte les efforts de l'État, l'implication de la population et l'intégration des valeurs éthiques.

Les recommandations découlant de ces regards croisés sont nombreuses. Elles portent, entre autres, sur :

- L'étude des grands stratèges africains pour élaborer de nouvelles stratégies face aux nombreux défis de sécurité qui attendent l'Afrique ;
- L'intégration de tous les acteurs socio-politiques dans la mise en place des réformes ;
- L'amélioration de la relation entre les militaires et la population ;
- L'élaboration, en Afrique, de stratégies militaires endogènes et souveraines.

2. Panel 2

Le thème soumis à analyse dans ce panel est la **« Contribution des sciences à la prévention et à la résolution des crises sécuritaires »**. Une thématique qui a mobilisé les réflexions de quatre hommes de science : Docteur Denis TULL, Professeur Simplice Yodé DION, Professeur Fred ÉBOKO et Docteur Rusticot DROH.

Les communications ont, d'abord, permis de mettre en lumière la triple fonction des chercheurs : une fonction d'interprétation des situations liées aux crises sécuritaires, une fonction d'alerte en attirant l'attention sur l'imminence des crises et une fonction de proposition des idées pratiques pour la prévention et la gestion des crises. Ensuite, dans une approche philosophique qui a mis en relation la poly-crise et la bonne gouvernance, s'est dégagée une idée directrice qui nous a renvoyé à la caverne de Polyphème où les crises convergent de manière structurée, pour faire régner la terreur sur les hommes. Dans cette enceinte, pour triompher de la terreur, l'homme doit se faire Ulysse, incarnation de l'intelligence, de l'ingéniosité ; une forme d'incitation à la bonne gouvernance. Enfin, sur un plan purement sanitaire, on apprend notamment que les leçons de la crise d'Ébola ajoutées à celles du VIH ont permis à l'humanité d'être proactive dans la lutte contre le covid 19. Ce qui a permis de dire, plus globalement, que la crise ne doit pas être vue de façon négative, parce qu'elle est une opportunité de changement et de développement pour un monde meilleur.

Les échanges qui ont suivi ces différentes réflexions ont permis de dégager les recommandations suivantes :

- L'exigence pour le chercheur d'avoir une bonne connaissance de l'arène politique et des processus de prise de décisions ;
- La nécessaire transparence du chercheur sur ses limites pour des raisons d'éthique ;
- La bonne gouvernance et la prévention des crises par le haut.

3. Panel 3

Cinq contributions scientifiques, dont deux présentées en ligne, ont placé au cœur de leurs réflexions la **« Contribution des conseils subventionnaires de la recherche pour l'atténuation des crises sécuritaires en Afrique »**. Les intervenants sont tous des responsables d'organismes de financement de la recherche : Docteur Wenda BAUCHSHPIES de la National Science Foundation des Etats-Unis, Docteur Babou André BATIONO du Fonds National de la Recherche et de l'Innovation pour le Développement (FONRID - Burkina Faso), Professeur Drissa SAMAKÉ du Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique (FCRIT – Mali), Docteur Yaya SANGARÉ du FONSTI et Professeur Victoria Jesus de LANGA du Fonds National de Recherche (FNI - Mozambique).

Au-delà des critères de financement de la recherche et du rôle de lanceur d'alerte, d'appui à la production et à la connaissance des savoirs endogènes pour prévenir et atténuer les crises, les différents panelistes ont recommandé :

- La valorisation des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs afin de jauger leur impact sur la population et les résultats tangibles ; un des objectifs visés étant d'encourager le privé à injecter de l'argent dans la recherche scientifique pour la soutenir et la promouvoir ;
- La création d'une base de données des résultats des recherches susceptibles d'alerter les gouvernements sur les risques sécuritaires en gestation ;
- Le développement des nouvelles technologies pour prévenir ou lutter contre les conflits ;
- La collaboration entre les chercheurs de la sous-région ouest-africaine afin de circonscrire les différentes crises dans la zone ;
- La diffusion rapide des résultats des recherches, par l'organisation des ateliers en collaboration avec les leaders politiques et, surtout, les financiers pour voir comment atténuer les crises ;
- La mise en relation du monde rural et des universités régionales pour une meilleure diffusion de la recherche auprès de la population ;
- La valorisation de la recherche d'un point de vue commercial et économique ;
- La reconnaissance des droits de propriété intellectuelle pour les acteurs de la recherche, etc.

4. Panel 4

Quatre communications ont meublé ce dernier panel, dans la matinée du jeudi 30 novembre 2023, avec des thématiques relatives à la **« Mutualisation des ressources et**

des compétences pour une gestion efficiente et efficace des crises sécuritaires en Afrique ».

Des différentes analyses faites par le Docteur Arthur BANGA, le Colonel Gora M'BAYE, le Professeur Octave Nicoué BROOHM et le député Lacina KONÉ, il est possible de dégager une idée directrice, celle d'un engagement franc et sans faille à mutualiser les ressources et les compétences en vue de faire face ou de prévenir les crises sécuritaires en Afrique. Malgré les points de vue divergents, les échanges ont montré l'existence de structures de défense à caractère mutualiste dans la sous-région ouest africaine : le Conseil de sécurité de la CEDEAO, l'ECOMOG, les écoles militaires avec l'exemple de l'Académie des Forces Armées de Zambakro en Côte d'Ivoire. Toutefois, selon les panelistes, le défi essentiel qui attend les États africains est d'avoir des intérêts communs pour penser et arriver à la sécurité collective.

Ce panel a recommandé aux États africains une vraie union.

IV. Visite de posters et lancement de la Chaire de recherche

1. La visite des posters

Cinq posters ont été exposés dans le hall de l'Hôtel Iris Mont Korhogo, dont la visite a été programmée dans la matinée du mardi 28 novembre 2023. Ils portent sur deux axes thématiques : l'axe 1 relatif à la « Crise sécuritaire et défense des États » et l'axe 3 qui a trait à la « Sécurité alimentaire et environnementale ».

La méconnaissance et la méfiance de la population de Korhogo face à la vidéosurveillance suspectée d'être un instrument d'espionnage et du gouvernement a été la substance de l'unique poster portant sur l'axe 1.

Les quatre autres posters ont exposé différentes réalités relatives à la sécurité alimentaire et environnementale. Il s'agit, notamment, de l'embouche comme stratégie d'alimentation commune utilisée majoritairement dans le district autonome d'Abidjan dans le sud-est de la Côte d'Ivoire, de la pluviométrie qui n'est pas le seul critère de choix des variétés de mil et du cri d'alarme relatif à la pollution des eaux à Daloa, avec des indices qui ont montré que les sédiments sont contaminés et présentent des risques pour les organismes aquatiques et pour l'homme. Au-delà de ces constats, l'un des posters commentés est plutôt une invitation à la valorisation des eaux usées domestiques dans le domaine de l'agriculture, sur la base d'un cas pratique traité dans la ville de Korhogo.

2. Le lancement de la chaire de recherche

Cette activité qui a eu lieu dans la matinée du jeudi 30 novembre 2023 à l'Hôtel Iris Mont Korhogo a commencé par la présentation du projet de la Chaire de la recherche pour les déplacés forcés en Afrique de l'Ouest, lancé le 11 mai 2023 au Burkina Faso. En une

trentaine de minutes, le Professeur Alain OUÉDRAOGO a exposé l'objectif général du projet qui consiste à soutenir une recherche locale novatrice qui contribuera à améliorer la compréhension des déplacements forcés en tablant sur l'élaboration d'approches sensibles au genre et le renforcement des cadres existants pour faire face efficacement aux déplacements forcés au Burkina Faso. La fin de son intervention est un aperçu des acquis depuis la mise en œuvre du projet et des axes de recherche de la Chaire.

À la suite de cet exposé, le secrétaire général du FONSTI, Docteur SANGARÉ Yaya, a déclaré solennellement l'ouverture de la chaire de la recherche sur les déplacés forcés en Afrique de l'Ouest.

V. Les travaux en ateliers

Trois cent vingt une (321) communications réparties en sept axes thématiques ont été présentées dans différents ateliers, en après-midi les 28, 29 et 30 novembre 2023. Les présentations programmées sur trois sites différents (Université Peleforo Gon Coulibaly, Hôtel Iris Mont Korhogo et Hôtel Olympe) ont été faites selon le format suivant : 263 en présentiel et 58 en ligne.

Axe 1 : Crise sécuritaire et défense des États

Cinquante-quatre (54) communicants ont articulé leur réflexion autour de cette thématique.

Il ressort des différentes interventions que, loin de faire le procès des gouvernances en Afrique, il s'agit d'établir un diagnostic de la sécurité dont les occurrences dévoilent une fragilité des États. Cette situation détermine les États africains dans leurs coopérations économique et sécuritaire avec certaines puissances au regard de leur fragilité. Cela s'avère être, à l'analyse, un piège qui met à mal leur souveraineté. D'où les défis immenses et complexes à relever. Il s'agit, notamment, de répondre au défi d'endiguement de l'internationalisation et de la féminisation des mouvements extrémistes, du maintien de la sécurité des citoyens dans un monde menacé par les nouvelles formes de guerres, le défi de la coopération sécuritaire sans brader la souveraineté des peuples africains à disposer d'eux-mêmes, etc.

Au regard de tels développements et considérant les défis liés aux constats faits, les intervenants ont proposé des stratégies d'action et fait des recommandations. Elles portent sur :

- La démocratisation comme solution pour contrôler la délinquance et lutter contre le terrorisme ;
- L'activation ou la réactivation des alliances inter Etats pour la consolidation de la paix sociale en Afrique de l'Ouest ;

- La sécurisation des activités touristiques qui méritent une attention tant des autorités, des populations locales, des promoteurs d'activités touristiques que des touristes, etc.

Axe 2 : Crise politique et institutionnelle : démocratie et État de droit

Vingt-quatre (24) communications ont été présentées dans cet axe, avec des méthodologies diverses couplant études théorique et expérience de terrain.

À cet effet, les facteurs mis en cause dans la survenue des crises sécuritaires en Afrique indiquent l'implication des métropoles dans la gestion des anciennes colonies. Il ressort également que les processus de succession dans les régimes traditionnel et moderne sont les catalyseurs de crises dans les sociétés africaines. La mauvaise gouvernance, le déficit de légitimité électorale, les irrégularités qui ont pour corollaire les coups d'État sont autant de facteurs qui militent en faveur de l'occurrence des crises sécuritaires. En outre, la pauvreté humaine, les conflits d'usage, autour de la gestion des ressources naturelles alimentent le terrorisme qui érode par ricochet la démocratie. L'action conjuguée de toutes ces causes dans les États africains est source de manifestations de crises multiples.

Plusieurs conséquences multiformes sont les aboutissants de ces différentes crises. Au niveau socio-économique, les crises des institutions financières exacerbent inexorablement la pauvreté des populations. Dans la même logique, la microfinance, en subissant l'influence des crises (économiques, bancaires et militaro-politiques) expose les populations à une insécurité sociale, militaire et économique. Ainsi, les changements politiques impactent indirectement les fonctionnaires, corroborant la manifestation de l'insécurité juridique. Globalement, les conflits inter-États, se manifestent en violence unilatérale voire en affrontements religieux. En somme, les crises sécuritaires en Afrique poussent les populations dudit continent à migrer vers des espaces mieux sécurisés.

Suite à l'analyse de ces conséquences, des recommandations ont été faites pour juguler les effets négatifs des nombreuses crises sécuritaires en Afrique. Ainsi, a-t-il été suggéré de :

- Procéder à la restauration de la publicité politique par la décolonisation de l'espace public ;
- Réviser le « pacte social », représentant le processus qui lie par consentement un peuple à ses dirigeants ;
- S'inspirer de certaines idées théoriques philosophiques pour rendre les institutions fortes et légitimes ;
- Appliquer l'amour du prochain comme principe de la finalité éthique ;
- Inscrire le multilatéralisme dans un paradigme nouveau acceptable par tous et pour tous.

Autant de solutions et de recommandations utiles les unes que les autres, complémentaires pour aider à juguler les négativités inhérentes à l'avènement des crises.

Axe 3 : Sécurité alimentaire et environnementale

Les cent soixante-douze (172) contributions scientifiques recensées sont étroitement liées aux préoccupations associées aux crises alimentaire et environnementale et peuvent être structurées autour de huit (08) thématiques. En effet, vingt-sept (27) interventions ont porté sur les ressources hydriques, l'agriculture, l'élevage et les conflits, neuf (9) sur l'agroforesterie, la sécurité alimentaire et la résilience, huit (8) sur les risques climatiques et les crises sociales, trente-sept (37) sur la sécurité alimentaire, la nutrition, les changements climatiques et la santé humaine, six (6) sur la sécurité foncière, la migration des peuples, l'accaparement des terres et les conflits, soixante-trois (63) sur la sécurité environnementale, la biodiversité et la production agricole, dix-sept (17) sur la sécurité alimentaire, les mains d'œuvre et la production durable et cinq (05) sur la sécurité énergétique et le développement durable. Les analyses conduites dans ces différents sous-axes ont permis de dégager un certain nombre de recommandations :

- La culture des cacaoyers sous ombrage d'arbre en vue de favoriser une meilleure qualité des fèves ;
- La proposition de la chenille comestible comme une alternative envisageable pour la sécurité alimentaire ;
- Le renforcement des équipements d'hydrauliques rurales en adéquation avec la démographie pour la satisfaction des besoins en eau des populations et la réduction des maladies hydriques ;
- L'accentuation du contrôle administratif de l'autorité de la gouvernance foncière rurale ivoirienne et une sensibilisation véritable sur les bienfaits de la détention de titres fonciers ;
- L'encouragement de la recherche en couche mince sur la pérovskite pour l'utilisation de l'énergie solaire ;
- La valorisation de l'usage de la cendre de balle de riz, pour contribuer à la réduction de l'émission de CO2 et du réchauffement climatique et donner l'accès aux matériaux durables.

Axe 4 : Sécurité sanitaire et de la protection sociale

Cet axe a mobilisé vingt-une (21) communications qui ont développé sous divers angles des questions liées à la sécurité sanitaire et à la protection sociale. La majorité de

ces contributions scientifiques portent sur des cas pratiques géographiquement localisés, tel que la persistance du VIH/SIDA à Sakassou en Côte d'Ivoire, la sécurisation sanitaire en milieu carcéral dans la République du Congo, la sécurité sanitaire des aliments dans un certain nombre de localités ivoiriennes, la pénibilité du travail domestique chez les filles de ménages mineures ivoiriennes ou encore les facteurs de recrudescence des accidents de motos-taxis dans les villes de Korhogo et de Bouaké. Les recommandations découlant de ces exposés et des échanges sont multiformes. On peut en citer quelques-unes :

- Une meilleure communication dans l'approche genre autour de la lutte contre les maladies tropicales négligées ;
- La multiplication des enseignements Post-Universitaires sur la responsabilité des médecins et infirmiers anesthésistes-réanimateurs ;
- La proposition d'une éthique clinique invitant les professionnels de santé à un travail en réseau dans une approche pluridisciplinaire de la prise en charge de la grossesse et du couple.

Axe 5 : Crise des systèmes éducation-formation

L'axe 5 du colloque international interdisciplinaire sur les crises sécuritaires en Afrique a enregistré vingt-huit (28) communications. Pour l'essentiel, les contributions scientifiques ont porté sur la crise des systèmes éducation-formation dont les impacts au plan social et économique sont importants. En dépeignant les problèmes socioéconomiques suscités par des systèmes éducation-formation fragilisés par de multiples facteurs, les auteurs ont, dans l'ensemble, mené des réflexions conduisant à l'élaboration de réponses au problème de l'employabilité et à l'insertion professionnelle des jeunes, aux crises qui naissent dans le domaine de l'éducation et de la formation ainsi que dans le système éducatif, à l'épineux problème de l'inadéquation entre l'offre de formation et la demande de l'emploi dans les sociétés africaines qui se modernisent à une vitesse accélérée.

Ce faisant, les communicants ont recommandé :

- La construction de systèmes éducatifs hautement compétitifs et méritocratiques susceptibles d'éveiller et de former durablement l'être africain, pour en faire un sujet conscient et responsable ;
- L'intensification de la formation des jeunes et des femmes à l'entrepreneuriat de groupe, notamment sous forme coopérative afin de forger leur esprit d'entreprise en vue d'augmenter leur potentiel entrepreneurial ;
- L'intégration de la « didactique du texte » au programme éducatif pour le bon apprentissage des apprenants en français ;

- Un investissement plus important dans la formation à travers l'équipement des universités afin de faciliter une formation de qualité, atout essentiel pour une insertion socio-professionnelle durable.

Axe 6 : Sécurité des données informatiques et cybercriminalité

La question de la sécurité des données informatiques et de la cybercriminalité a fait l'objet de onze (11) communications. Selon les intervenants, bien que son niveau de développement technologique soit faible, l'Afrique est le continent au sein duquel l'usage des outils informatiques et des données a connu une évolution rapide ; de sorte que la question de la sécurité des données se pose avec acuité aussi bien dans les grandes métropoles que dans les petites localités. Ils ont indiqué, par ailleurs, que le développement effréné des technologies numériques et de l'intelligence artificielle (IA) suscite bien des opportunités comme le développement de villes intelligentes pour un environnement citoyen sûr ou la naissance de nouvelles activités pouvant favoriser la croissance économique. Toutefois, disent-ils, la dématérialisation et la digitalisation des services, n'offrent pas que des avantages aux populations, elles amplifient l'éventail des risques et défis sécuritaires, qui menacent gravement la stabilité des États africains. D'où les recommandations suivantes :

- Utiliser et perfectionner les instruments normatifs, politico-stratégiques et institutionnels contre la cybercriminalité ;
- Placer l'humain au cœur des mesures visant à garantir la sécurité des usages numériques, afin de réduire la proportion que prend la cyber-insécurité sur le continent ;
- La sensibilisation et la formation pour protéger les jeunes citoyens des menaces des cybercriminels et pour stimuler le développement durable du pays.

Axe 7 : (In) sécurité linguistique

Cet axe a mobilisé seize (16) communications qui ont orienté leurs réflexions sur deux sous-thèmes : la violence du discours politique et les menaces sur la survie des langues nationales.

Les analyses faites dans la première catégorie de communications ont révélé un dénivellement entre le dit et le non-dit du discours politique et l'escalade de l'insécurité dans les pays africains postcoloniaux bénéficiaires de la sécurité militaire internationale. Le même constat de violence langagière a été relevé dans les discours des idéologues salafistes, avec, en toile de fond, la haine de l'autre.

La seconde catégorie de communications constitue une sorte de cri d'alarme face à la menace qui pèse sur les langues nationales. Le multilinguisme qui, malgré ses avantages pour le locuteur et pour la langue, constitue également une menace pour le développement d'un pays et les périls qui pèsent sur les langues locales face à la percée du français dans les cérémonies traditionnelles, sont quelques-unes des inquiétudes relevées dans les communications.

Pour y remédier, les participants ont fait les recommandations suivantes :

- Mettre en place une politique linguistique en faveur des langues locales sous le regard des spécialistes, partenaires internes et externes ;
- Promouvoir les langues locales à travers leur enseignement ;
- Faire l'état des lieux des projets pilotes de l'enseignement des langues locales et prendre les décisions qui s'imposent.

Conclusion

Le FONSTI et le PASRES remercient ses partenaires, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, l'Université Peleforo Gon Coulibaly, l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, la Haute Autorité pour la bonne gouvernance, le Secrétariat d'État pour le renforcement des capacités, l'Académie des Forces Armées de Zambakro, les différentes Universités ivoiriennes et africaines, ainsi que les éminents professeurs, chercheurs de Côte d'Ivoire et des pays frères qui ont permis l'organisation de ce colloque international afin de réfléchir sur les crises sécuritaires en Afrique. Pendant trois jours, les participants ont réfléchi sur des thématiques diverses et confronté leurs points de vue, d'où sont sorties des recommandations qui couvrent les différents champs de recherche identifiés par le Comité scientifique du colloque. Le FONSTI et le PASRES souhaitent, vivement, la mise en place d'un comité de suivi pour que les recommandations formulées à la faveur de cette rencontre scientifique soient transformées en résolutions pour nos pays afin que les crises sécuritaires soient définitivement maîtrisées, pour laisser la place au développement.

Fait à Korhogo, le 1er décembre 2023

Pour le Comité scientifique

Le Rapporteur Général